

mots au sujet de cette motion. Je sais qu'elle réclame la formation d'un comité spécial pour étudier particulièrement la pollution. Je doute que nous ayons besoin de ce comité. Nous avons déjà un comité des ressources nationales qui ne compte guère plus de membres que le comité de 15 membres proposé ici et il s'intéresse particulièrement aux ressources hydrauliques du Canada. Il ne serait pas trop difficile de demander au comité de s'attaquer à ce problème. Notez bien, je ne m'oppose pas à l'établissement d'un comité spécial. Je dis cela parce que depuis bien des années, je m'insurge contre l'absence de réglementation fédérale ou provinciale en matière de pollution. A notre époque, c'est porter une accusation assez sévère sur nos divers gouvernements fédéraux et provinciaux que de dire que nous sommes rendus au point où la pollution est si effroyable que l'existence même de l'humanité sur terre est menacée.

J'ai à la main une coupure tirée d'un des journaux de la Colombie-Britannique et qui date de plus de 2 ans. L'article est intitulé: «L'homme connaîtra bientôt son sort». Il porte sur les opinions d'Ernst Mayr, directeur du Harvard Museum of Comparative Zoology. En voici un passage:

La vie continuera probablement sur la terre encore des millions d'années, mais il y a peu de chance que l'homme soit parmi les espèces qui survivront, a dit ici lundi un zoologiste d'Harvard. Ernst Mayr, directeur du Harvard Museum of Comparative Zoology a dit dans une interview que nous saurions bientôt si l'homme survivra. Un cataclysme tel qu'une guerre nucléaire pourrait mettre fin au règne de l'homme sur la terre, ou bien par une extraordinaire maîtrise, il pourrait tout recommencer, a dit M. Mayr. Une possibilité ou l'autre se réalisera de notre vivant, a-t-il dit.

Se disant pessimiste au sujet des chances de l'homme de survivre, Mayr a signalé que 99 p. 100 de toutes les formes de vie qui ont existé ont disparu. Si l'homme doit se perpétuer, il doit faire deux choses, et sans tarder, d'après le savant d'Harvard. Il doit rapidement apprendre à contrôler la population humaine croissante, et il doit apprendre à cesser la destruction du milieu ambiant.

«La faculté que possède l'homme de contrôler le milieu où il vit, disait-on, est sa principale supériorité sur les autres espèces,» déclare Mayr. «Ce fut vrai au début, au temps où il inventait l'abri et le vêtement pour se protéger contre les intempéries, puis les armes et les instruments pour mettre à son service la productivité de la nature.»

Mayr ajoute que le contraste entre ces temps révolus et nos temps modernes est décourageant.

«Maintenant, presque tout ce que nous inventons est nuisible à l'espèce et va à l'encontre de sa survivance. Nous rendons l'air impropre à la respiration, et l'eau à la consommation; nous parsemons l'air de sources de radioactivité, nous érodons le sol, nous rasons les campagnes et les revêtons d'asphalte et de béton. Il semble qu'il n'y ait pas de terme aux destructions que nous imposons au milieu ambiant.»

Je ne vous lirai pas le reste de l'article mais ce que je vous ai lu est un échantillon

[M. Harding.]

de ce qu'entendent les gouvernements à tous les niveaux—les gouvernements municipaux, provinciaux, fédéraux et même les Nations Unies. Les savants les plus éminents de tous les pays du monde nous avertissent que nous courons le risque de balayer l'humanité de la face de la terre. Et nous n'avons tenu aucun compte de ces avertissements.

Les hommes politiques sont les premiers responsables des problèmes que pose la pollution; je le dis, parce que bon nombre d'hommes politiques et de gouvernements ont peur de faire quoi que ce soit contre les pouvoirs existants, qui sont responsables pour une large part de la pollution actuelle au Canada. Les coupables, ce sont tantôt les grandes usines industrielles qui déversent leurs effluents dans une rivière, tantôt les établissements qui polluent l'atmosphère de leurs saletés. L'argument économique dont on use contre les travailleurs, les gouvernements et les Canadiens, c'est toujours celui-ci: «Si on nous oblige à prendre des mesures efficaces, cela nous coûtera si cher que nous serons acculés à la faillite». Voilà pourquoi en 1968, nulle part au Canada—où que vous alliez—on ne trouve de contrôle efficace de la pollution. Sur le plan provincial comme sur le plan fédéral, nous n'avons aucune mesure législative assez énergique pour l'enrayer. Aucune mesure législative d'aucune administration canadienne n'est en mesure de remédier à un problème qui est devenu critique. Il est grand temps que les hommes politiques du pays et l'ensemble des Canadiens se rendent compte qu'on ne saurait enrayer la pollution en fermant les yeux sur la réalité. Nous devons voir les choses bien en face et nous attaquer au problème, en trouver les causes, ce qu'il en coûterait pour lutter contre la pollution et les mesures à prendre par les autorités pour en venir à bout. Nous devons aviser aux règlements nécessaires pour combattre la pollution, les rédiger et les mettre en vigueur, indépendamment du parti au pouvoir, et voir à ce qu'on les observe.

• (5.30 p.m.)

Je tiens à signaler aux députés un ou deux faits pour montrer la gravité du problème de la pollution. Rares sont les députés qui ne possèdent pas de dossier sur la pollution et qui ne peuvent pas décrire ses méfaits dans un cours d'eau, un fleuve ou un lac. On pourrait même parler de la pollution de l'air et du sol.

Je parlerai maintenant de la situation en Colombie-Britannique. D'ailleurs, je suis originaire de cette province et je connais mieux les conditions là-bas. Le gouvernement provincial est resté indifférent face à ce problème. Depuis deux ou trois ans, des membres de l'opposition à l'Assemblée législative